15 janvier 2009 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le soutien à l'industrie face à la crise économique, notamment à l'automobile, à Vesoul le 15 janvier 2009.

INTERVENANT - Je vais vous remercier, Monsieur le Président, pour la visite que vous avez faite, je crois que c'est une première, une première dans ce grand centre le plus grand centre de logistique européen, en tout cas. Vous nous donnez beaucoup de courage en ce moment où il manque à certains, mais pas aux gens de Vesoul. Voilà ce que je voudrais dire.
LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, bien sûr, il y a Vesoul, cher Alain, où je suis déjà venu en tant que Président de la République. Mais il y a toute la filière de l'industrie automobile. Et si vous me le permettez, il y a toute la question de l'industrie.
Je suis intimement convaincu qu'un grand pays se doit de garder une industrie. J'ai toujours dit que faire le choix exclusif des services en abandonnant l'industrie donc la capacité à produire, serait erreur majeure. La France est un grand pays industriel, et doit le rester. Qu'est-ce que cela veut dire ? C'est une stratégie que je vais proposer au pays.
En 2004, j'étais ministre des Finances et s'est posé le problème de la sauvegarde d'ALSTOM, que tout le monde voulait brader, parce que les trains, ne pouvaient ou soit devaient être construits en Chine. Je me suis battu pour que l'on garde ALSTOM. C'est aujourd'hui l'une des entreprises les plus profitables. Il y a sur le territoire français une dizaine d'établissements industriels ALSTOM à la Rochelle, à Belfort et ailleurs.
On doit garder la capacité de fabriquer des trains et des TGV dans notre pays. Ce serait extraordinaire d'avoir inventé la technologie du TGV et des les voir construits partout ailleurs, sauf en France. On peut être compétitif en France, et les usines cela fait partie de l'identité nationale française. Il faut être fier de nos usines. Il n'y a pas simplement les laboratoires de nano technologie, les salles blanches. Il les faut. Mais tout le monde n'a pas vocation à travailler dans un laboratoire. Il y a d'autres formes d'intelligence, il y a d'autres destins.
Du jour où on perd nos emplois d'ouvriers, il y a toute une partie de la population qui n'a plus d'emplois. D'ailleurs, ce mouvement de désindustrialisation qui est dû pour partie à une absence de volonté, s'est traduit également dans notre vocabulaire. Dans notre pays, depuis vingt ans, on ne parle plus de travailleurs. On parle de statuts. On ne parle plus de travail, on parle de 35 heures. Cela a un sens, parce quand on ne parle plus de travailleurs, c'est qu'on ne respecte plus le travail et qu'au fond, on ne les rémunère plus à sa juste valeur et à son juste prix.
Je me souviens très bien des ricanements quand j'ai fait campagne électorale dans les usines. Mes propres amis me disaient : mais pourquoi vas-tu dans les usines, vas donc dans les laboratoires ! Je vais dans les usines parce que les Français savent parfaitement que défendre les ouvriers, c'est défendre l'emploi des autres salariés, parce que ce sont les ouvriers qui passent les premiers quand il faut régler l'addition. Nous avons même pris la décision de faire monter l'Etat à 30% dans les chantiers de l'Atlantique. Si on n'avait pas pris 30% du capital des chantiers de l'Atlantique, c'était tout un savoir-faire qui aurait été perdu. Si j'avais laissé fermer les chantiers de l'Atlantique, plus personne ne saurait fabriquer des bateaux en France. Il a fallu huit décennies pour avoir ce savoir-faire, il fallait quelques mois pour que ce savoir- faire disparaisse.
Je crois profondément à la nécessité de garder un patrimoine industriel et je suis de ceux qui pensent que cela a été une grave erreur, qu'on a d'une certaine façon sabordé l'industrie

pensent que cela a été une grave erreur, qu'on a d'une certaine façon sabordé l'industrie chimique française en laissant partir Péchiney. On l'a laissé partir, parcequ'on a manqué de volonté. Et quand Sanofi a voulu acheter Adventis et qu'Adventis voulait se rapprocher de Novartis, je m'y suis opposé pour faire un grand groupe français. On a aujourd'hui le troisième industriel de la pharmacie mondiale. Je n'ai jamais changé d'avis sur le sujet pas plus, d'ailleurs, que sur le nucléaire. Je crois qu'il faut faire de nouveaux EPR. Quand on n'a pas de pétrole et quand on n'a pas de gaz, raison de plus pour qu'on ait du nucléaire. Je crois beaucoup aux enjeux environnementaux. Le nucléaire est une énergie propre et il faut qu'on la développe.
J'en viens à l'automobile. L'automobile, c'est un enjeu essentiel. Si on prend toute la filière logistique, concessionnaires, vendeurs, une partie de l'assurance et les fournisseurs et constructeurs, vous représentez 10% de la population active française. Je l'ai dit à M. PEUGEOT, je l'ai dit à M. STREIFF. Le Gouvernement de la France ne peut pas laisser tomber l'industrie automobile. Les conséquences économiques et industrielles seraient trop graves. Ne nous trompons pas. Le problème de l'automobile, ce n'est pas simplement la crise d'aujourd'hui. Il y a la crise du financement et celle des modèles. Mais cela fait bien longtemps que le processus de délocalisation de la production automobile a commencé, qu'on délocalise pour gagner un nouveau marché comme le Brésil. Je comprends parfaitement. Mais qu'on fasse fabriquer, ailleurs qu'en France, des voitures qu'on vend en France, c'est plus difficile à accepter.
Il faut qu'on trouve avec les constructeurs français, PSA et Renault, dont l'Etat est actionnaire, les voies et les moyens pour vous aider à vous adapter au nouveau contexte. Le bonus/malus a été un sérieux changement. Près de 70% de véhicules qui sont vendus le sont avec le bonus. La prime à la casse va accentuer ces changements. Aujourd'hui, plus personne ne la critique parce que le marché automobile français, c'est le seul marché qui est un petit peu en progrès et surtout où les constructeurs français sur leur marché national reprennent des parts de marché.
Ce sont des mesures conjoncturelles. Un de vos collègues me disait : après la prime à la casse, qu'est-ce que l'on fera ? Déjà, cela voudra dire qu'on est sorti de la crise la plus violente. Ensuite, Luc CHATEL et Christine LAGARDE ont annoncé un plan pour favoriser la voiture électrique C'est un enjeu absolument majeur. Il faut qu'on y réponde, qu'on soit présent dans cette bataille. Ensuite, il y a tout le problème des sociétés de crédit parce que les deux-tiers des véhicules que l'on vous achète, sont achetés à crédit. Quelle que soit la qualité des modèles que vous fabriquez s'il n'y a pas de crédit pour les acheter, on peut faire les plus belles campagnes pour les vendre mais cela ne débouchera pas. Luc CHATEL organise pour le 20 janvier les Etats généraux de l'automobile et on interviendra massivement pour que nos industries de l'automobile sortent plus fortes. Les discussions avec M. STREIFF et avec M. PEUGEOT vont être sérieuses. Vous êtes au coeur de la compétition mondiale. Nous avons de notre côté des exigences vis-à-vis de la France. Il faut que l'on trouve un accord. Je veux qu'on localise la production en France, sous la réserve, M. STREIFF, de ce que j'ai dit, sur les marchés que l'on gagne. Pour moi, Aulnay, cela compte. Je ne serais pas le Président de la République qui dira qu'il n'y peut rien. Souvenez-vous de Wilwoord. Je m'engagerai puissamment pour soutenir l'industrie automobile. Naturellement en échange, il faut que l'on fasse un pas l'un vers l'autre.
C'est pareil pour les banques. L'Etat est intervenu pour éviter des faillites pour que les gens ne se pressent pas aux guichets pour chercher leurs économies. Mais ce n'est pas pour que l'on distribue les dividendes à tout va ou que l'on continue avec les bonus. Eux aussi doivent faire un effort. Il ne peut pas y avoir des efforts en bas et pas d'efforts en haut. Tout le monde doit faire un effort. Ce sont les Français qui jugeront. Moi, je le ferai dans la transparence la plus totale. Les constructeurs français ne sont pas seuls. L'Etat est derrière eux. Ce n'est pas à nous de gérer votre entreprise. Vous n'avez pas eu besoin de nous pour prendre des décisions. Nous vous aiderons de toutes nos forces, mais pour que des sites qui représentent une partie de l'identité française soient préservés.
Je sais qu'il y a le problème de la taxe professionnelle. Je sais qu'il y a le problème des 35 heures. On a tout fait aussi pour arranger cela aussi. Je sais qu'il y a bien d'autres problèmes. On mettra tout sur la table.
Et puis, Mesdames et Messieurs, je voudrais terminer en vous disant d'abord que j'ai conscience

que, en voyant la télévision tous les soirs, en écoutant les nouvelles, vous vous demandez comment va le monde d'aujourd'hui. Honnêtement, il y a des périodes plus faciles pour être Président de la République ! Mais cela ne se choisit pas comme cela !
Face à la crise, il y a deux attitudes possibles. On se dissimule et on attend que cela passe. Ce n'est pas la stratégie que j'ai choisie. Les gens ont voté pour moi. Mon devoir est de faire sortir la France de la crise plus forte qu'avant. Dans la crise, il faut bien qu'il y ait un capitaine et que ce capitaine prenne les décisions et assume ses responsabilités.
Mon rôle n'est pas d'écrire les problèmes, mais d'essayer d'y apporter des réponses. Pour que l'on en sorte. C'est cela que l'on essaye de faire de toutes nos forces.
Je crois au travail. Je pense que l'un des problèmes de la France est que l'on ne travaillait pas assez. Je crois à la recherche. Je crois à l'innovation. Je crois à la bataille de l'intelligence, à la réforme des universités. Donc, je vais continuer ce mouvement de réformes et, à l'arrivée, chaque Français jugera de ce qui a été fait ou pas.
J'ai eu un grand plaisir à être ici parce que j'ai vu des femmes et des hommes qui aiment leur métier, qui sont fiers de leur entreprise. C'est la première fois que je vais dans un site logistique. Bravo ! Je comprends que vous soyez fiers de votre métier.
Merci de votre attention, et pendant que l'on est au mois de janvier, je voudrais, au nom de tous les ministres qui m'entourent, vous présenter du fond du coeur tous mes voeux pour ceux que vous aimez, pour ceux qui vous sont chers, pour vos familles. Et si jamais en 2009, vous aviez quelques ennuis, on ne sait jamais, je vous souhaite d'avoir la force de les surmonter.
Peut-être que cela ne sert à rien de se présenter les voeux, mais je pense que c'est une forme de courtoisie et que la courtoisie c'est important. La société a beaucoup perdu en perdant cette forme de courtoisie. Donc sachez que ces voeux, je les forme pour vous-même et pour vos familles du fond de mon coeur.
Merci.